



# Assemblée générale

Distr. générale  
18 juillet 2003  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-huitième session

### Ordre du jour provisoire de la cinquante-huitième session ordinaire de l'Assemblée générale\*

#### Qui s'ouvrira au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, le mardi 16 septembre 2003, à 15 heures\*\*

1. Ouverture de la session par le Président de l'Assemblée générale<sup>1</sup> (art. 31).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (art. 62).
3. Pouvoirs des représentants à la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale (art. 28) :
  - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
  - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Élection du Président de l'Assemblée générale<sup>2</sup> (art. 30).
5. Élection des bureaux des grandes commissions<sup>2</sup> (art. 30).
6. Élection des vice-présidents de l'Assemblée générale<sup>2</sup> (art. 30).
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (art. 49).
8. Organisation des travaux, adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour : rapports du Bureau (art. 21).
9. Débat général<sup>3</sup> (résolution 57/301 du 13 mars 2003).

---

\* Publié conformément à l'article 12 du Règlement intérieur.

\*\* Au paragraphe 1 de sa résolution 57/301 du 13 mars 2003, l'Assemblée générale a décidé de modifier comme suit l'article premier de son Règlement intérieur : « L'Assemblée générale se réunit en session ordinaire, chaque année, à partir du mardi de la troisième semaine de septembre à compter de la première semaine du mois comportant au moins un jour ouvrable ».

<sup>1</sup> Pour le texte de l'article 31, tel que modifié, voir la résolution 56/509 du 8 juillet 2002.

<sup>2</sup> Pour le texte de l'article 30, tel que modifié, voir la résolution 56/509.

<sup>3</sup> Au paragraphe 2 de sa résolution 57/301 du 13 mars 2003, l'Assemblée générale a décidé que le débat général serait ouvert « le mardi suivant l'ouverture de sa session ordinaire » et se tiendrait « pendant une période ininterrompue de neuf jours ouvrables ».



10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (art. 13 a) et 48; résolutions 47/120 B du 20 septembre 1993 et 51/241 du 31 juillet 1997).
11. Rapport du Conseil de sécurité<sup>4</sup> [art. 13 b)].
12. Rapport du Conseil économique et social<sup>4</sup> (art. 13 b); résolution 57/277 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 2002, et résolution 1998/40 du 30 juillet 1998 et décision 1982/112 du Conseil économique et social, en date du 26 avril 1982).
13. Rapport de la Cour internationale de Justice [art. 13 b)].
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (résolutions 1145 (XII) du 14 novembre 1957 et 57/9 du 11 novembre 2002).
15. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux :
  - a) Élection de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité (art. 142; décision 57/402 du 27 septembre 2002);
  - b) Élection de dix-huit membres du Conseil économique et social (art. 145; décision 57/403 du 3 octobre 2002).
16. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections :
  - a) Élection de quarante-trois membres de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (résolutions 2205 (XXI) du 17 décembre 1966 et 57/20 du 19 novembre 2002 et décision 55/308 du 16 octobre 2000);
  - b) Élection de vingt-neuf membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (résolution 2997 (XXVII) du 15 décembre 1972 et décision 56/307 du 22 octobre 2001);
  - c) Élection de sept membres du Comité du programme et de la coordination (résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social du 14 mai 1976 et décision de l'Assemblée générale 57/405 A du 4 novembre 2002 et 57/405 B du 1er mai 2003);
  - d) Élection du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (résolution 428 (V) du 14 décembre 1950 et décision 55/310 du 26 octobre 2000).
17. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations<sup>4</sup> :
  - a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (art. 155; décisions 57/406 A du 4 décembre 2002<sup>5</sup> et 57/406 B du 29 janvier 2003);
  - b) Nomination de membres du Comité des contributions (art. 158; décision 57/407 du 4 décembre 2002);

---

<sup>4</sup> Cette question reste également inscrite à l'ordre du jour de la cinquante-septième session (décision 57/585 du 20 décembre 2002).

<sup>5</sup> Cette question reste également inscrite à l'ordre du jour de la cinquante-septième session (voir A/57/PV.80).

- c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes (résolution 74 (I) du 7 décembre 1946 et décision 56/315 du 26 novembre 2001);
  - d) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements (résolution 155 (II) du 15 novembre 1947 et décision 57/408 du 4 décembre 2002);
  - e) Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies (résolution 351 A (IV) du 24 novembre 1949 et décision 57/409 du 4 décembre 2002);
  - f) Nomination de membres du Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (résolution 31/133 du 16 décembre 1976 et décision 55/311 du 29 novembre 2000);
  - g) Nomination de membres du Comité des conférences (résolution 43/222 B du 21 décembre 1988 et décisions 57/413 A du 20 décembre 2002 et 57/413 B du 15 avril 2003);
  - h) Nomination d'un membre du Corps commun d'inspection (résolution 31/192 du 22 décembre 1976 et décision 57/416 du 6 juin 2003);
  - i) Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (résolution 1995 (XIX) du 30 décembre 1964 et décision 57/417 du 6 juin 2003).
18. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (art. 136).
  19. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux<sup>4</sup> (résolutions 57/135 à 57/140 et décision 57/526 du 11 décembre 2002).
  20. Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies (résolutions 55/285 du 7 septembre 2001 et 56/96 du 14 décembre 2001).
  21. Le rôle des diamants dans les conflits (résolution 57/302 du 15 avril 2003).
  22. Assistance à l'action antimines (résolution 57/159 du 16 décembre 2002).
  23. Pour l'édification d'un monde pacifique et meilleur grâce au sport et à l'idéal olympique (résolution 56/75 du 11 décembre 2001).
  24. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies (décision 57/521 du 4 décembre 2002).
  25. Université pour la paix (résolution 56/2 du 22 octobre 2001).
  26. La situation en Amérique centrale : progrès accomplis vers la constitution d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement<sup>4</sup> (résolutions 57/160 et 57/161 du 16 décembre 2002).
  27. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (résolutions 55/285 du 7 septembre 2001 et 56/7 du 21 novembre 2001).

28. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales<sup>4</sup> (résolution 57/113 A du 6 décembre 2002).
29. Question de l'île comorienne de Mayotte (décision 57/503 du 16 octobre 2002).
30. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique (résolution 57/11 du 12 novembre 2002).
31. Question de Chypre<sup>6</sup>.
32. Agression armée contre la République démocratique du Congo<sup>6</sup>.
33. Question des îles Falkland (Malvinas) (décision 57/511 du 11 novembre 2002).
34. La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti (résolution 55/285 du 7 septembre 2001).
35. L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires iraqiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales (décision 57/519 du 4 décembre 2002).
36. Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression iraquienne contre le Koweït (décision 57/520 du 4 décembre 2002).
37. Déclaration de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des États-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste (décision 57/518 du 4 décembre 2002).
38. La situation au Moyen-Orient<sup>4</sup> (résolution 57/111 et 57/112 du 3 décembre 2002).
39. Question de Palestine<sup>4</sup> (résolutions 57/107 à 57/110 du 3 décembre 2002).
40. Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès de la mise en oeuvre et de l'appui international :
  - a) Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : progrès de la mise en oeuvre et de l'appui international (résolutions 57/2 du 16 septembre 2002, 57/7 du 4 novembre 2002 et 57/296 et 57/297 du 20 décembre 2002);
  - b) Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique<sup>4</sup> (résolution 57/296 du 20 décembre 2002).
41. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale<sup>4</sup> (résolutions 48/162 du 20 décembre 1993 et 57/155 du 16 décembre 2002) :

---

<sup>6</sup> Cette question, qui n'a pas encore été examinée par l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session, reste inscrite à l'ordre du jour de cette session (décision 57/585 du 20 décembre 2002). Elle est inscrite au projet d'ordre du jour de la cinquante-huitième session à moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement à sa cinquante-septième session.

- a) Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies (résolutions 57/152 et 57/153 du 16 décembre 2002);
  - b) Assistance économique spéciale à certains pays ou régions (résolutions 56/105, 56/108, 56/110 et 56/112 du 14 décembre 2001, 57/105 du 25 novembre 2002 et 57/146, 57/149 et 57/154 du 16 décembre 2002);
  - c) Renforcement de la coopération internationale et coordination des efforts déployés pour étudier et atténuer le plus possible les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl (résolution 56/109 du 14 décembre 2001);
  - d) Participation de volontaires, les « Casques blancs », aux opérations de secours humanitaires et aux activités de relèvement et de coopération technique pour le développement entreprises par l'Organisation des Nations Unies (résolution 56/102 du 14 décembre 2001);
  - e) Assistance au peuple palestinien (résolution 57/147 du 16 décembre 2002);
  - f) Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre (résolution 57/113 B du 6 décembre 2002).
42. Suite à donner aux résultats de la session extraordinaire consacrée aux enfants (résolution 57/190 du 18 décembre 2002 et décision 57/551 du 20 décembre 2002).
  43. Suivi de l'Année des Nations Unies pour le patrimoine culturel (résolutions 56/8 du 21 novembre 2001 et 57/158 du 16 décembre 2002).
  44. Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine (résolution 56/97 du 14 décembre 2001).
  45. Culture de paix<sup>4</sup> (résolution 57/6 du 4 novembre 2002).
  46. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (décision 57/522 du 4 décembre 2002).
  47. Vers des partenariats mondiaux (résolution 56/76 du 11 décembre 2001).
  48. Suite à donner aux résultats de la vingt-sixième session extraordinaire : mise en oeuvre de la Déclaration d'engagement sur le virus de l'immunodéficience humaine et le syndrome d'immunodéficience acquise<sup>7</sup> (VIH/sida) (résolutions 57/299 du 20 décembre 2002 et 57/308 du 22 mai 2003).
  49. Cinquante-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (décisions 53/436 du 11 décembre 1998 et 57/534 et 57/535 du 18 décembre 2002).
  50. Les techniques de l'information et de la communication au service du développement (résolution 57/295 du 20 décembre 2002).
  51. Application et suivi intégrés et coordonnés des résultats des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation

---

<sup>7</sup> Cette question reste également inscrite à l'ordre du jour de la cinquante-septième session (voir A/57/PV.86).

- des Nations Unies dans les domaines économique, social et connexes (résolutions 57/270 A du 20 décembre 2002 et 57/270 B du 23 juin 2003).
52. Décennie 2001-2010 : Décennie pour faire reculer le paludisme dans les pays en développement, particulièrement en Afrique (résolution 57/294 du 20 décembre 2002).
  53. Les océans et le droit de la mer :
    - a) Les océans et le droit de la mer (résolutions 49/28 du 6 décembre 1994 et 57/141 du 12 décembre 2002);
    - b) Gestion durable des pêches, notamment par l'intermédiaire de l'Accord de 1995 aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et de stocks de poissons grands migrateurs et d'instruments connexes (résolutions 57/142 et 57/143 du 12 décembre 2002).
  54. Rapport du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994<sup>4</sup> (résolution 955 (1994) du Conseil de sécurité en date du 8 novembre 1994 et décision 57/509 de l'Assemblée générale en date du 28 octobre 2002).
  55. Rapport du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991<sup>4</sup> (résolution 827 (1993) du Conseil de sécurité en date du 25 mai 1993 et décision 57/508 de l'Assemblée générale en date du 28 octobre 2002).
  56. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale<sup>8</sup>.
  57. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes (décision 57/591 du 3 juillet 2003).
  58. Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions (résolution 55/285 du 7 septembre 2001).
  59. Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes (résolution 55/285 du 7 septembre 2001).
  60. Renforcement du système des Nations Unies (résolution 57/300 du 20 décembre 2002 et décision 57/587 du 18 juin 2003).

---

<sup>8</sup> Cette question reste inscrite à l'ordre du jour de la cinquante-septième session (décision 57/585 du 20 décembre 2002). Elle est inscrite au projet d'ordre du jour de la cinquante-huitième session à moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement à sa cinquante-septième session.

61. Suite à donner aux textes issus du Sommet du Millénaire<sup>4</sup> (résolutions 57/144 et 57/145 du 16 décembre 2002).
62. Multilinguisme (résolution 56/262 du 15 février 2002).
63. Réduction des budgets militaires :
  - a) Réduction des budgets militaires (résolution 35/142 B du 12 décembre 1980);
  - b) Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires (résolution 56/14 du 29 novembre 2001).
64. La vérification sous tous ses aspects, y compris le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification (résolution 56/15 du 29 novembre 2001).
65. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix (résolution 56/16 du 29 novembre 2001).
66. Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (résolution 56/17 du 29 novembre 2001).
67. Renforcement du régime défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) (résolution 56/30 du 29 novembre 2001).
68. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (décision 56/417 du 29 novembre 2001).
69. Les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale (résolution 57/53 du 22 novembre 2002).
70. Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement (résolution 57/54 du 22 novembre 2002).
71. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient (résolution 57/55 du 22 novembre 2002).
72. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes (résolution 57/56 du 22 novembre 2002).
73. Prévention d'une course aux armements dans l'espace (résolution 57/57 du 22 novembre 2002).
74. Désarmement général et complet<sup>4</sup> :
  - a) Notification des essais nucléaires (résolution 42/38 C du 30 novembre 1987);
  - b) Interdiction de déverser des déchets radioactifs (résolution 56/24 L du 29 novembre 2001);
  - c) Réduction des armements nucléaires non stratégiques (résolution 57/58 du 22 novembre 2002);
  - d) Vers un monde exempt d'armes nucléaires : nécessité d'un nouvel ordre du jour (résolution 57/59 du 22 novembre 2002);

- e) Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (résolution 57/61 du 22 novembre 2002);
- f) Promotion du multilatéralisme dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération (résolution 57/63 du 22 novembre 2002);
- g) Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements (résolution 57/64 du 22 novembre 2002);
- h) Relation entre le désarmement et le développement (résolution 57/65 du 22 novembre 2002);
- i) Législations nationales relatives au transfert d'armes, de matériel militaire et de produits et techniques à double usage (résolution 57/66 du 22 novembre 2002);
- j) Réductions bilatérales des armements nucléaires stratégiques et nouveau cadre stratégique (résolution 57/68 du 22 novembre 2002);
- k) Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale (résolution 57/69 du 22 novembre 2002);
- l) Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères (résolution 57/70 du 22 novembre 2002);
- m) Missiles (résolution 57/71 du 22 novembre 2002);
- n) Commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects (résolution 57/72 du 22 novembre 2002);
- o) Hémisphère Sud et zones adjacentes exempts d'armes nucléaires (résolution 57/73 du 22 novembre 2002);
- p) Mise en oeuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (résolution 57/74 du 22 novembre 2002);
- q) Transparence dans le domaine des armements (résolution 57/75 du 22 novembre 2002);
- r) Désarmement régional (résolution 57/76 du 22 novembre 2002);
- s) Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional (résolution 57/77 du 22 novembre 2002);
- t) Désarmement nucléaire (résolution 57/79 du 22 novembre 2002);
- u) Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement (résolution 57/81 du 22 novembre 2002);
- v) Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (résolution 57/82 du 22 novembre 2002);
- w) Mesures visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive (résolution 57/83 du 22 novembre 2002);
- x) Réduction du danger nucléaire (résolution 57/84 du 22 novembre 2002);

- y) Suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires (résolution 57/85 du 22 novembre 2002);
  - z) Conférence des Nations Unies chargée de trouver les moyens d'éliminer les dangers nucléaires dans le contexte du désarmement nucléaire (décision 57/515 du 22 novembre 2002).
75. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale :
- a) Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement (résolution 57/87 du 22 novembre 2002);
  - b) Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (résolution 57/88 du 22 novembre 2002);
  - c) Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (résolution 57/89 du 22 novembre 2002);
  - d) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique (résolution 57/91 du 22 novembre 2002);
  - e) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique (résolution 57/92 du 22 novembre 2002);
  - f) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires (résolution 57/94 du 22 novembre 2002).
76. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire :
- a) Conseil consultatif pour les questions de désarmement (résolution 38/183 O du 20 décembre 1983);
  - b) Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (résolution 39/148 H du 17 décembre 1984);
  - c) Rapport de la Commission du désarmement (résolution 57/95 du 22 novembre 2002);
  - d) Rapport de la Conférence du désarmement (résolution 57/96 du 22 novembre 2002).
77. Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient (résolution 57/97 du 22 novembre 2002).
78. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (résolution 57/98 du 22 novembre 2002).
79. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée (résolution 57/99 du 22 novembre 2002).
80. Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (résolution 57/100 du 22 novembre 2002).

81. Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (décision 57/516 du 22 novembre 2002).
82. Effets des rayonnements ionisants (résolution 57/115 du 11 décembre 2002).
83. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace (résolution 57/116 du 11 décembre 2002).
84. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient<sup>4</sup> (résolutions 57/117 à 57/123 du 11 décembre 2002).
85. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (résolutions 57/124 à 57/128 du 11 décembre 2002 et 57/336 du 18 juin 2003).
86. Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (résolutions 57/129 du 11 décembre 2002 et 57/336 du 18 juin 2003).
87. Questions relatives à l'information<sup>4</sup> (résolutions 57/130 A et B du 11 décembre 2002).
88. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (résolution 57/131 du 11 décembre 2002).
89. Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes (résolution 57/132 et décision 57/525 du 11 décembre 2002).
90. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (résolution 57/133 du 11 décembre 2002).
91. Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes (résolution 57/134 du 11 décembre 2002).
92. Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India (décision 57/503 du 20 septembre 2002).
93. Questions de politique macroéconomique<sup>4</sup> :
  - a) Commerce international et développement (résolutions 1995 (XIX) du 30 décembre 1964, 56/179 du 21 décembre 2001 et 57/235 du 20 décembre 2002);
  - b) Science et technique au service du développement (résolutions 55/185 du 20 décembre 2000, 56/182 et 56/183 du 21 décembre 2001 et 57/238 du 20 décembre 2002);
  - c) Mesures spécifiques répondant aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral (résolutions 55/181 du 20 décembre 2000 et 56/180 du 21 décembre 2001);

- d) Système financier international et développement (résolution 57/241 du 20 décembre 2002);
  - e) Crise de la dette extérieure et développement (résolution 57/240 du 20 décembre 2002);
  - f) Résultats de la Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit et des pays donateurs et des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport de transit (résolution 57/242 du 20 décembre 2002);
  - g) Produits de base (résolution 57/236 du 20 décembre 2002).
94. Questions de politique sectorielle : action préventive et lutte contre la corruption et le transfert illégal de fonds et rapatriement desdits actifs dans les pays d'origine (résolution 57/244 du 20 décembre 2002).
95. Développement durable et coopération économique internationale<sup>4</sup> :
- a) Participation des femmes au développement (résolutions 42/178 du 11 décembre 1987 et 56/188 du 21 décembre 2001);
  - b) Mise en valeur des ressources humaines (résolution 56/189 du 21 décembre 2001);
  - c) Migrations internationales et développement (résolution 56/203 du 21 décembre 2001);
  - d) Application de la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, et application de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement (résolution 57/246 du 20 décembre 2002).
96. Environnement et développement durable<sup>4</sup> (résolutions 2997 (XXVII) du 15 décembre 1972 et 57/251 du 20 décembre 2002) :
- a) Promotion des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, y compris l'application du Programme solaire mondial 1996-2005 (résolution 56/200 du 21 décembre 2001);
  - b) Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (résolution 57/259 du 20 décembre 2002);
  - c) Convention sur la diversité biologique (résolution 57/260 du 20 décembre 2002);
  - d) Poursuite de la mise en oeuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (résolution 57/262 du 20 décembre 2002);
  - e) Stratégie internationale de prévention des catastrophes (résolution 57/256 du 20 décembre 2002 et décision 57/547 du 20 décembre 2002);

- f) Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures (résolution 57/257 du 20 décembre 2002);
  - g) Mise en valeur durable des montagnes (résolutions 55/189 du 20 décembre 2000 et 57/245 du 20 décembre 2002).
97. Mise en oeuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21 et des conclusions du Sommet mondial pour le développement durable (résolutions 47/191 du 22 décembre 1992 et 57/253 du 20 décembre 2002, et résolution 2000/35 du Conseil économique et social en date du 18 octobre 2000).
98. Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (résolution 57/254 du 20 décembre 2002).
99. Activités opérationnelles de développement :
- a) Activités opérationnelles de développement (résolutions 39/125 du 14 décembre 1984 et 57/264 du 20 décembre 2002);
  - b) Coopération économique et technique entre pays en développement (résolutions 33/134 du 19 décembre 1978, 50/119 du 20 décembre 1995, 52/205 du 18 décembre 1997, 54/226 du 22 décembre 1999, 56/202 du 21 décembre 2001 et 57/263 du 20 décembre 2002).
100. Mise en oeuvre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006) (résolutions 53/197 du 15 décembre 1998 et 57/265 et 57/266 du 20 décembre 2002).
101. Formation et recherche :
- a) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (résolutions 1934 (XVIII) du 11 décembre 1963 et 57/268 du 20 décembre 2002);
  - b) Écoles des cadres des Nations Unies à Turin (Italie) (résolutions 55/207 du 20 décembre 2000 et 55/278 du 12 juillet 2001).
102. Mondialisation et interdépendance (résolution 57/274 du 20 décembre 2002).
103. Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et par l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session extraordinaire (résolutions 56/206 du 21 décembre 2001 et 57/275 du 20 décembre 2002).
104. Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (résolution 57/276 du 20 décembre 2002).
105. Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles (résolution 57/269 du 20 décembre 2002).
106. Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement :
- a) Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement (résolutions 57/272 et 57/273 du 20 décembre 2002);

- b) Dialogue de haut niveau sur l'application des textes issus de la Conférence internationale sur le financement du développement (résolution 57/250 du 20 décembre 2002).
107. Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale (résolutions 55/285 du 7 septembre 2001 et 57/163 du 18 décembre 2002).
108. Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille (résolutions 56/114, 56/115, 56/117 et 56/177 du 19 décembre 2001 et 57/164 et 57/165 du 18 décembre 2002).
109. Suite donnée à l'Année internationale des personnes âgées : deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement (résolution 57/167 du 18 décembre 2002).
110. Prévention du crime et justice pénale<sup>4</sup> (résolutions 57/168, 57/169 et 57/171 à 57/173 du 18 décembre 2002).
111. Contrôle international des drogues (résolutions 55/65 du 4 décembre 2000 et 57/174 du 18 décembre 2002).
112. Promotion de la femme (résolutions 34/180 du 18 décembre 1979, 39/125 du 14 décembre 1984, 45/124 du 14 décembre 1990, 56/128, 56/129 et 56/131 du 19 décembre 2001, 57/175, 57/177, 57/178 et 57/180 du 18 décembre 2002 et 57/311 du 18 juin 2003).
113. Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » (résolutions 50/203 du 22 décembre 1995, 52/100 du 12 décembre 1997, 56/132 du 19 décembre 2001 et 57/182 du 18 décembre 2002).
114. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (résolutions 428 (V) du 14 décembre 1950, 56/134 et 56/136 du 19 décembre 2001 et 57/183, 57/186 et 57/187 du 18 décembre 2002).
115. Promotion et protection des droits de l'enfant (résolutions 44/25 du 20 novembre 1989 et 57/189 et 57/190 du 18 décembre 2002).
116. Programme d'activité de la Décennie internationale des populations autochtones (résolutions 55/80 du 4 décembre 2000, 56/140 du 19 décembre 2001 et 57/192 du 18 décembre 2002).
117. Élimination du racisme et de la discrimination raciale<sup>4</sup> :
- a) Élimination du racisme et de la discrimination raciale (résolutions 2106 A (XX) du 21 décembre 1965, 3380 (XXX) du 10 novembre 1975 et 57/195 du 18 décembre 2002);
- b) Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (résolutions 56/266 du 27 mars 2002 et 57/195 du 18 décembre 2002).

118. Droit des peuples à l'autodétermination (résolutions 57/196 et 57/197 du 18 décembre 2002).
119. Questions relatives aux droits de l'homme<sup>4</sup> :
- a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme (résolutions 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966, 39/46 du 10 décembre 1984, 56/144 du 19 décembre 2001 et 57/200 et 57/201 du 18 décembre 2002);
  - b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales<sup>9</sup> (résolutions 56/155, 56/158 à 56/162, 56/164 et 56/166 du 19 décembre 2001, 57/203 à 57/206, 57/208, 57/209, 57/212, 57/216 à 57/220 et 57/222 à 57/226 du 18 décembre 2002, 57/228 B du 13 mai 2003 et 57/229 du 18 décembre 2002);
  - c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (résolutions 57/230 à 57/234 du 18 décembre 2002);
  - d) Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne (résolution 58/121 du 20 décembre 1993 et décision 57/535 du 18 décembre 2002);
  - e) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (résolution 48/141 du 20 décembre 1993).
120. Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (résolutions 52/212 B du 31 mars 1998, 57/278 A du 20 décembre 2002 et 57/278 B du 18 juin 2003) :
- a) Organisation des Nations Unies;
  - b) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
121. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (résolution 56/279 du 27 mars 2002 et décisions 55/462 du 12 avril 2001 et 57/557 du 20 décembre 2002).
122. Budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003 (résolutions 56/255 et 56/256 du 24 décembre 2001, 56/270 du 27 mars 2002, 57/292 du 20 décembre 2002, 57/303 du 15 avril 2003 et 57/310 à 57/312 du 18 juin 2003 et décisions 52/466 du 31 mars 1998, 57/584 du 20 décembre 2002 et 57/588 du 18 juin 2003).
123. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2004-2005 (résolutions 56/253 du 24 décembre 2001, 57/280, 57/292 et 57/300 du 20 décembre 2002, 57/304 du 15 avril 2003 et 57/313 du 18 juin 2003 et décisions 57/567, 57/571, 57/572, 57/574, 57/576 et 57/579 du 20 décembre 2002).
124. Planification des programmes<sup>4</sup> (résolution 57/282 du 20 décembre 2002).
125. Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies<sup>6</sup>.

---

<sup>9</sup> Cette question reste également inscrite à l'ordre du jour de la cinquante-septième session (voir A/57/PV.85).

126. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies<sup>10</sup> (résolutions 55/5 C du 23 décembre 2000, 57/4 B du 20 décembre 2002 et 57/4 C du 15 avril 2003).
127. Plan des conférences<sup>10</sup> (résolutions 56/242 du 24 décembre 2001, 57/283 A du 20 décembre 2002 et 57/283 B du 15 avril 2003).
128. Régime commun des Nations Unies<sup>4</sup> (résolutions 56/242 du 24 décembre 2001 et 57/285 du 20 décembre 2002).
129. Gestion des ressources humaines (décisions 55/462 du 12 avril 2001, 57/574 du 20 décembre 2002 et 57/588 du 18 juin 2003).
130. Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies<sup>10</sup> (résolutions 55/258 du 14 juin 2001 et 57/307 du 15 avril 2003).
131. Corps commun d'inspection<sup>4</sup> (résolution 57/284 du 20 décembre 2002).
132. Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne (résolutions 57/287 A et B du 20 décembre 2002, 57/287 C et 57/306 du 15 avril 2003 et 57/313 du 18 juin 2003).
133. Financement du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994<sup>4</sup> (résolutions 55/226 du 23 décembre 2000 et 57/289 du 20 décembre 2002).
134. Financement du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991<sup>4</sup> (résolutions 55/225 A du 23 décembre 2000 et 57/288 du 20 décembre 2002).
135. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (résolution 55/235 du 23 décembre 2000).
136. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies<sup>11</sup> (résolutions 56/241 du 24 décembre

<sup>10</sup> Cette question reste également inscrite à l'ordre du jour de la cinquante-septième session (voir A/57/PV.83).

<sup>11</sup> À la suite de l'adoption de la résolution 57/323, les questions suivantes ne figurent pas à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-huitième session ordinaire de l'Assemblée générale : Financement de la Mission des Nations Unies en Haïti; Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies; Financement de la Force de protection des Nations Unies, de l'Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie, de la Force de déploiement préventif des Nations Unies et du quartier général des Forces de paix des Nations Unies; Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental et du Groupe d'appui de la police civile; Financement de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda; Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan; Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria; Financement de l'Opération des Nations Unies au Mozambique; Financement de l'Opération des Nations Unies en Somalie II; Financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti, de la Mission de transition des Nations Unies en Haïti et de la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti; Financement et liquidation de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge; et Financement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (voir A/57/PV.90).

- 2001, 56/292 et 56/293 du 27 juin 2002, 57/290 A du 20 décembre 2002, 57/290 B, 57/315, 57/317 à 57/320, 57/322 et 57/323 du 18 juin 2003 et décisions 54/459 B du 7 avril 2000 et 57/588 du 18 juin 2003).
137. Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola et de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (résolution 57/329 du 18 juin 2003).
  138. Financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (résolution 57/334 du 18 juin 2003 et décision 57/559 du 20 décembre 2002).
  139. Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (résolution 57/332 du 18 juin 2003).
  140. Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (résolution 57/335 du 18 juin 2003).
  141. Financement de la Mission des Nations Unies au Timor oriental<sup>6</sup>.
  142. Financement de la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (résolution 57/327 du 18 juin 2003).
  143. Financement de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (résolution 57/328 du 18 juin 2003).
  144. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (résolution 57/333 du 18 juin 2003).
  145. Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité :
    - a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (résolution 57/330 du 18 juin 2003);
    - b) Activités diverses.
  146. Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (résolution 57/326 du 18 juin 2003).
  147. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient :
    - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (résolution 57/324 du 18 juin 2003);
    - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban (résolution 57/325 du 18 juin 2003).
  148. Financement de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (résolutions 57/291 A du 20 décembre 2002 et 57/291 B du 18 juin 2003).
  149. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (résolution 57/331 du 18 juin 2003).
  150. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international (décision 55/428 du 12 décembre 2000).

151. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international (résolution 56/77 du 12 décembre 2001).
152. Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens (résolution 57/16 du 19 novembre 2002).
153. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa trente-sixième session (résolution 57/17 du 19 novembre 2002).
154. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante-cinquième session (résolution 57/21 du 19 novembre 2002).
155. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (résolution 57/22 du 19 novembre 2002).
156. Cour pénale internationale (résolution 57/23 du 19 novembre 2002).
157. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (résolutions 57/24 et 57/25 du 19 novembre 2002).
158. Mesures visant à éliminer le terrorisme international<sup>4</sup> (résolution 57/27 du 19 novembre 2002).
159. Portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé (résolution 57/28 du 19 novembre 2002).
160. Convention internationale contre le clonage d'êtres humains à des fins de reproduction (décision 57/512 du 19 novembre 2002).
161. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (décision 57/513 du 19 novembre 2002).
162. Crise mondiale de la sécurité routière (résolution 57/309 du 22 mai 2003).
163. Financement de la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (question proposée par le Secrétaire général) (A/58/141).
164. Année internationale du sport et de l'éducation physique (question proposée par la Tunisie) (A/58/142).
165. Octroi à la Communauté économique eurasienne du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale (question proposée par le Bélarus, la Fédération de Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan) (A/58/143).